

# **Allocution de M. Carlos Lopes Secrétaire général adjoint de l'ONU et Secrétaire exécutif de la CEA**

**Troisième Conférence annuelle sur les changements climatiques et le développement en Afrique**

**L'Afrique se lève : les opportunités offertes par les changements climatiques peuvent-elles engager le continent dans un développement transformatif?**

**Allocution de M. Carlos Lopes Secrétaire général adjoint de l'ONU et Secrétaire exécutif de la CEA**

**21 octobre 2013, Addis-Abeba (Éthiopie)**

Excellences, M. Alemayehu Tegenu, Ministre de l'eau, de l'irrigation et de l'énergie de la République fédérale démocratique d'Éthiopie,

Votre Excellence Mme Tumusiime Rhoda Peace, Commissaire à l'économie rurale et à l'agriculture de l'Union africaine,

M. Aly Abou-Sabaa, Vice-Président de la Banque africaine de développement,

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

C'est avec grand plaisir que je vous souhaite à tous la bienvenue au siège de la Commission économique pour l'Afrique, à l'occasion de la troisième Conférence annuelle sur les changements climatiques et le développement en Afrique, organisée sous les auspices du programme Climat pour le développement en Afrique (ClimDev-Afrique), relevant de l'Union africaine, de la Banque africaine de développement et de la CEA.

Si nous remontons le cours de l'histoire, nous nous rappellerons tous l'époque où la Peste noire a tué tant de personnes que celles-ci ont dû croire que c'était la fin du monde, de leur monde. D'importantes civilisations se sont éteintes sans que l'on puisse clairement expliquer leur soudaine disparition. La Peste noire a été particulièrement redoutable en Europe : elle a propagé

la pauvreté et anéanti les moyens de subsistance. Ce qui a suivi pourtant, c'étaient une transformation spectaculaire parce que moins de personnes disposaient de davantage de ressources, une agriculture florissante et un commerce qui se développait. Avec la révolution industrielle sont venues l'urbanisation, de meilleures communications et une transformation profonde du tissu social. Pendant plus de 100 ans le Royaume-Uni a guidé la révolution industrielle fondée sur le coton et les produits à base de coton ont été les premières exportations.

Ces épisodes de l'histoire sont tous liés aux changements climatiques. C'étaient les variations du climat qui ont été à l'origine de la Peste noire. C'était la stabilité du climat qui a suivi, et cela 300 ans durant, qui a permis bon nombre des progrès de l'humanité enregistrés dans les régions les plus riches du monde. Des vents prévisibles ont permis d'ouvrir des itinéraires mondiaux. On avait abondamment accès à l'eau et à d'autres ressources essentielles, et ce pendant longtemps.

Eh bien, ce temps est à présent révolu et nous le savons.

Nul doute que nous nous attendons tous à ce que la présente Conférence nous offre une occasion exceptionnelle et une tribune unique pour examiner des questions importantes liées à des constatations frappantes et à un avenir imprévisible. À mon avis, nous devons tout particulièrement nous pencher sur deux questions interdépendantes.

D'abord, il nous faut prouver, à ceux qui sont sceptiques face aux changements climatiques en Afrique, notre vulnérabilité à ces changements. Pour ce faire, nous aurons à parcourir des découvertes scientifiques et à exposer des faits incontestables qui lèvent tout doute au sujet de l'impact desdits changements. Selon le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) qui vient d'être publié, la surface de la Terre a connu une hausse décennale progressive plus importante de la température au cours des trois dernières décennies que pendant toute décennie précédente depuis 1850. Dans l'hémisphère Nord, les 30 années allant de 1983 à 2012 ont été très vraisemblablement la période de 30 ans la plus chaude des 1 400 dernières années. Selon les prévisions des scientifiques, le rythme actuel du réchauffement est 10 fois plus rapide que tout autre rythme de réchauffement connu pendant les 65 millions d'années écoulées.

On prévoit en Afrique un réchauffement à un rythme alarmant. Nous commençons à nous habituer à certains des effets de la variabilité climatique dans tout le continent. Il convient à ce titre de citer la grave sécheresse de 2011 dans la corne de l'Afrique et la sécheresse de 2012 qui a sévi dans la région du Sahel, lesquelles ont touché plus de 23 millions de personnes. Autres exemples : l'érosion des zones côtières et l'élévation du niveau des mers qui se poursuivent en menaçant l'existence même des petits États insulaires en développement d'Afrique. En début d'année, des inondations ont dévasté Port-Louis, la belle capitale de Maurice. Elles ont été provoquées par la chute de pluies de 156 millimètres en un peu moins de deux heures, causant des dégâts importants. L'impact tant de l'élévation du niveau des mers que des tempêtes de plus en plus violentes et de plus en plus fréquentes peut conduire à la disparition d'ici à 2050 de nombreuses plages touristiques. Il n'est jusqu'au symbole même de la grandeur du continent, le Kilimandjaro, qui ne perde sa calotte de neige

La seconde question concerne l'exploitation des opportunités qui découlent du lien entre le programme de transformation de l'Afrique et les changements climatiques. Si l'on estime la croissance moyenne du PIB au moins au taux actuel de 5 % environ, l'Afrique devrait dépasser l'Asie d'ici à 2050. C'est d'ores et déjà le continent dont la croissance est la plus rapide au monde, en dépit d'une économie mondiale mise à mal. Pourtant, on continue à traiter l'Afrique avec condescendance et à la considérer comme une victime des changements climatiques et non comme un contributeur à la solution. C'est comme si le débat sur le climat se réduisait aux moyens pour nous de nous adapter à ce que d'autres provoquent, ce qui amène indirectement à la question de savoir s'il est temps de nous industrialiser et de suivre la voie qui a mené d'autres au succès. Cet argumentaire est inapproprié et il faut le combattre.

La voie de l'industrialisation que l'Afrique choisit fera une grande différence. L'Afrique possède certaines des meilleures bases de la production industrielle. L'exportation des ressources hors du continent prive les Africains d'emplois et les éloigne du monde de la durabilité, compte tenu de l'impact des émissions de CO<sub>2</sub> au rythme actuel. Elle exporte des emplois précisément au moment où elle est en passe de devenir le plus grand réservoir de main-d'œuvre, censé dépasser la Chine ou l'Inde d'ici à 2040. Rapprocher la production de la source serait économiquement bénéfique à l'Afrique par la création d'emplois durables et de richesse, mais aussi aux producteurs étant donné l'accroissement progressif de la valeur unitaire des produits en Asie. S'il a fallu 155 ans au Royaume-Uni pour doubler son PIB pendant la révolution industrielle et ces 12 dernières années à l'Afrique pour en faire autant, il faut absolument mettre la croissance au service d'une transformation réelle. Cela c'est l'industrialisation.

À mesure que les pays connaissent la croissance, ils deviennent moins pollueurs, plus urbanisés, plus pacifiques, plus efficaces et mieux informés. Cette logique repose sur la version environnementale de la courbe de Kuznets qui décrit la relation entre la prospérité et l'égalité sous forme d'un U inversé. En un mot, aux premières étapes de la croissance, l'inégalité tend à monter ; aux dernières étapes, elle chute. De même, aux premières étapes de la croissance, la biodiversité subit pour bénéficier aux dernières étapes. Nous pouvons voir cette relation prendre forme dans des pays comme le Brésil et la Corée du Sud qui étaient considérés comme pauvres jusqu'à une date récente.

Étant donné que l'Afrique est l'un des continents les plus vulnérables aux changements climatiques, sa dynamique de croissance encourt un risque fondamental. À titre d'exemple, la production agricole et la sécurité alimentaire pourraient être gravement compromises étant donné que le continent pratique à plus de 90 % l'agriculture pluviale qui est par conséquent extrêmement vulnérable aux effets des changements climatiques. On estime que, d'ici à 2020, les rendements de l'agriculture pluviale dans certains pays africains pourraient même diminuer de 50 %, ce qui aggraverait les problèmes de sécurité alimentaire. Il va sans dire que cet état de choses aurait des conséquences socioéconomiques désastreuses sur les moyens de subsistance des agriculteurs, des éleveurs et des agropasteurs. La situation pourrait être exacerbée par une pénurie aiguë d'eau dans certains pays ainsi que par des changements intenses touchant les écosystèmes dans toute leur diversité.

La rapide urbanisation et une population qui devrait doubler pour atteindre 2,3 milliards de personnes au cours des 40 prochaines années, soit environ la moitié de la population

supplémentaire totale de la planète, ne laissent pas d'inquiéter. Il en résultera la concurrence pour les ressources, la conduite du monde à un point de rupture en raison de l'urbanisation la plus extensive et la plus rapide jamais connue dans l'histoire, ainsi que des effets dévastateurs sur une biodiversité exceptionnelle.

Mais tous ces faits susmentionnés ne se produiront peut-être pas nécessairement. L'Afrique a la plus grande réserve de terres arables inutilisées, soit environ 60% du total, et la plus faible productivité agricole. Si nous copions les faits des autres, la tendance pourra s'inverser. L'Afrique a besoin d'agro-industries et il lui faut utiliser de façon plus rationnelle sa base de ressources. Une Afrique plus jeune, plus instruite, connectée et urbanisée verrait ses énergies se libérer, ferait davantage participer les femmes et permettrait, en raison de la révolution des technologies de l'information et de la communication, de brûler certaines des étapes majeures. L'industrialisation peut créer les emplois modernes auxquels les jeunes Africains aspirent. Ils sont las d'être les enfants des affiches pour les bienfaiteurs au titre de la lutte contre la pauvreté. Ils veulent prendre part à la transformation.

Cela dit, l'Afrique est prise dans le carcan des négociations mondiales sur les changements climatiques qui, pour l'essentiel, répondent dans une large mesure à des intérêts mondiaux extérieurs. Pour entrer dans l'espace de la solution, elle doit affirmer ses propres vues sur la façon de faire en sorte que ce soient les intérêts du continent d'abord. Les changements climatiques lui offrent un éventail de possibilités d'investissement incroyables qui peuvent rapporter gros. Proposer une politique africaine sur le climat et le développement peut permettre au continent de répondre aux vulnérabilités exceptionnelles il fait face et d'exploiter les opportunités uniques qui se présentent à lui tout en le mettant en position d'influer sur les négociations et les résultats.

Permettez-moi de proposer une stratégie en six points.

Premièrement, l'Afrique a les moyens de passer rapidement à un nouveau modèle techno-économique non polluant. D'après l'Institut de l'énergie de la Commission européenne, 0,3 % de l'ensoleillement des déserts du Sahara et du Moyen-Orient pourrait satisfaire la totalité des besoins énergétiques de l'Europe. N'étant encore prisonnière d'aucun choix technologique, l'Afrique peut adopter des technologies vertes et non polluantes, sauter les vieux modèles à forte émission de gaz carbonique pour passer directement à des modèles de développement à faible émission de carbone. La prise de conscience croissante de la dégradation de l'environnement et des changements climatiques a permis l'émergence de nouvelles priorités de recherche et de conception, telles que les technologies énergétiques non polluantes, qui peuvent être développées rapidement. Le continent est bien placé pour absorber, adapter et exploiter les vastes quantités de connaissances scientifiques et techniques déjà disponibles dans le monde. De nombreux pays africains, tels que le Cap-Vert, le Kenya, l'Éthiopie, le Maroc ou l'Ouganda, investissent déjà dans les secteurs innovants des énergies renouvelables et non polluantes et réduisent l'utilisation des sources d'énergie traditionnelles qui sont tributaires des combustibles fossiles, de la biomasse et des ressources forestières.

Deuxièmement, il est impératif que l'Afrique investisse davantage dans la climatologie, les services et la production de données de grande qualité. Il s'agit de faciliter le développement de systèmes d'alerte précoce et de lancer des travaux de recherche qui font si cruellement défaut sur l'impact des changements climatiques, la vulnérabilité à ces changements et l'adaptation à leurs effets, ainsi que de bâtir une économie du savoir. De nombreuses institutions internationales, africaines et nationales ont déjà réalisé des progrès dans le domaine de la transformation des données climatiques, des systèmes d'information et de la science. De fait, un des principaux objectifs du programme ClimDev- Afrique est de mettre l'information climatique à la disposition du public. Récemment, la Commission économique pour l'Afrique, de concert avec l'Organisation météorologique mondiale, le Programme mondial de recherche sur le climat et l'Université de Dar es-Salaam, entre autres partenaires, a organisé à Arusha une conférence très réussie, qui avait pour objet de définir les frontières de la recherche sur le climat en Afrique. Il s'agit d'orienter les travaux de recherche au cours de la prochaine décennie afin de contribuer à l'information et au savoir climatiques et d'éclairer les décisions politiques et la planification du développement.

Troisièmement, nos capacités institutionnelles et d'élaboration des politiques doivent être améliorées. Il faut investir dans des mécanismes de participation concertée réunissant tous les acteurs clés, en allant des climatologues aux chercheurs en sciences sociales, des économistes du développement aux décideurs, en passant par les entrepreneurs et les utilisateurs de l'information climatique, notamment. Cette démarche permettrait non seulement de coordonner les efforts, mais également de concevoir des stratégies innovantes multisectorielles, d'intégrer les changements climatiques dans les plans nationaux de développement et d'ouvrir la voie à une nouvelle forme de démocratie délibérative. Pour assurer la préparation aux risques climatiques concernant l'infrastructure et le développement urbains, les pays pourraient promouvoir des infrastructures et un développement urbains à l'épreuve du climat, et orienter leurs systèmes de transport vers des modèles faisant appel à des sources d'énergie à faible teneur en carbone, comme le font des pays comme la Côte d'Ivoire, l'Algérie et l'Afrique du Sud.

Quatrièmement, investir dans l'élargissement des partenariats Sud-Sud peut faciliter la gestion des risques. Le partage systématique de données d'expérience et des enseignements tirés peut permettre aux pays qui sont exposés aux catastrophes et connaissent des difficultés similaires d'améliorer leurs réponses aux changements climatiques. Ainsi, les petits États insulaires d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, qui font face à des défis similaires, peuvent redoubler d'efforts pour surmonter ces défis et instaurer une coopération Sud-Sud à cet effet, et pour mettre au point des solutions leur permettant de s'affranchir des vulnérabilités actuelles et de s'ouvrir de nouvelles perspectives. Il est essentiel que l'Afrique aille au-delà de la somme des capacités individuelles des pays.

Cinquièmement, il nous faut mettre à contribution l'agriculture africaine. L'augmentation de la population et la demande sans cesse croissante de produits alimentaires sur le continent rendent vital l'investissement dans ce secteur. Il est aussi indispensable d'investir dans les technologies de production, l'innovation, l'utilisation efficace de l'eau et la gestion durable des terres. Les exportations agricoles du continent restent encore dominées par des produits de base sans grande valeur ajoutée. La mobilisation des capacités du secteur privé pour un investissement massif dans l'agro-industrie permettrait de créer des emplois et de diversifier les produits d'exportation.

Libérer le fort effet multiplicateur du secteur dans l'économie contribuerait davantage à augmenter les revenus et à réduire la pauvreté.

Sixièmement, nous devons mettre le tourisme au service de l'Afrique et de la biodiversité mondiale. Selon l'Organisation mondiale du tourisme, l'Afrique fait partie des destinations touristiques les plus dynamiques. On reconnaît de plus en plus la nécessité pour l'industrie touristique, les pays et les organisations internationales d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies de lutte contre les effets des changements climatiques. L'intensification des investissements dans l'écotourisme pourrait atténuer l'impact du tourisme sur l'environnement, comme le montrent les exemples de l'Afrique du Sud, de la Gambie, du Kenya, du Rwanda, des Seychelles et de la Zambie.

Mesdames, Messieurs,

S'il est coûteux d'investir dans les mesures de préparation et d'adaptation aux changements climatiques, ne pas investir serait encore plus coûteux et catastrophique. Cela m'amène à m'arrêter brièvement sur la question de savoir si le mécanisme mondial en matière de changements climatiques répond suffisamment aux besoins de l'Afrique.

L'Afrique est considérée comme la région du monde qui porte le moins atteinte au climat C'est un continent vert, pas nécessairement de couleur, mais de comportement. Ses émissions de gaz carbonique par habitant sont inférieures à une tonne par an. Elle contribue pour 2,4 % seulement des émissions mondiales. Pourtant, le fardeau des changements climatiques, exprimé en pourcentage du PIB, est plus élevé en Afrique que partout ailleurs dans le monde. Malgré la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), l'Afrique reste créancière d'une dette écologique considérable.

Il convient de saluer la CCNUCC pour sa pertinence au fil des années et pour avoir assuré à la question de changement climatique une visibilité au plus haut niveau politique. Grâce à elle, les pays développés se sont également engagés à mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 pour financer l'adaptation des pays en développement aux changements climatiques, dans le cadre du Fonds vert pour le climat. C'est une bonne chose. Mais cela ne suffit pas.

Vingt et un ans après le lancement de la CCNUCC, les émissions mondiales n'ont cessé d'augmenter et les principaux pollueurs ne sont toujours pas juridiquement tenus de ramener leurs émissions au niveau requis pour éviter un changement climatique irréversible. Au lieu de cela, les pays directement responsables de 80 % des émissions mondiales sont en train d'inverser la tendance en rejetant la notion de dette écologique. Les sommes que reçoit l'Afrique au titre de l'aide à l'adaptation sont vraiment négligeables, moins de 2 % du total. Le développement économique ne figure pas au premier plan dans les négociations sur le climat et aucun accord n'a été trouvé au sujet d'un compte « pertes et préjudices ». Est-ce compatible avec l'Afrique que nous voulons ?

La prochaine Conférence des Parties (la dix-neuvième), qui se tiendra à Varsovie en novembre, aura pour objectif de parvenir à un accord global sur les changements climatiques d'ici à 2015. Elle sera l'occasion pour le continent de peser de sa voix sur les débats, en exigeant notamment que soient financées des recherches sur les pertes et les préjudices découlant des catastrophes liées aux changements climatiques.

Par ailleurs, la justice climatique occupera une place centrale dans les débats de la dix-neuvième Conférence des Parties, et il conviendra d'aborder la question dans un esprit pragmatique. Beaucoup feront valoir que les principes de la justice commutative et distributive devraient s'appliquer. Il faut espérer que les pays développés prennent l'initiative et la responsabilité de lutter contre les changements climatiques, puisqu'ils y ont jusqu'à présent contribué le plus. Je pense que la justice climatique ne doit pas se réduire à un moyen de régler des problèmes tels que la répartition des richesses ou de réparer les injustices de l'époque coloniale. Pour les nations en développement, rattraper le monde développé en termes d'émissions cumulées n'est qu'une question de temps.

La justice climatique consiste à promouvoir une approche pluridimensionnelle englobant la responsabilisation, et pas seulement à défendre l'équité dans la répartition des risques et des avantages environnementaux. La façon dont le dérèglement climatique affecte la vie et les moyens de subsistance des gens varie nettement selon les cultures, les communautés, les disciplines, les nations et les régions du monde. La justice climatique suppose d'accepter le principe de responsabilités communes mais différenciées et de tenir compte des capacités respectives des uns et des autres pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Les pays qui émettent le plus de gaz à effet de serre et disposent de plus de moyens pour agir doivent réduire leurs émissions les premiers. Tout accord sur les changements climatiques digne de ce nom doit viser à un équilibre entre les coûts et les avantages.

Mesdames, Messieurs,

Dans le passé, des changements climatiques se sont produits pour le meilleur et pour le pire, le plus souvent sans que les hommes aient pu savoir pourquoi. Désormais nous savons. L'Afrique peut prendre l'initiative pour éviter le pire et atteindre au meilleur. Nous ne devons pas nous contenter d'être des spectateurs.

Je vous remercie.